

Amériques latines en luttés !

Bulletin d'information
du groupe de travail
« Amériques latines »
du NPA

N° 5 mai/juillet 2010
Prix libre



<http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>

Tous à Madrid ! Solidarité des deux côtés de l'Atlantique contre l'impérialisme

La pénétration commerciale, financière, industrielle, culturelle de l'Union européenne sur le continent latino-américain est un phénomène récent qui s'est initié à la fin du XX^e siècle car, jusqu'alors, les Etats-Unis détenaient un quasi monopole de l'ingérence étrangère dans cette partie du monde. Malgré les nombreuses résistances populaires face aux saccages des transnationales, l'UE compte s'appuyer sur trois colosses issus des processus « d'intégration régionale » pour affirmer davantage sa présence en AL :

- le Mercosur, dont l'UE est le premier partenaire économique devant les Etats-Unis
- la Communauté Andine des Nations (C.A.N.) constituée de la Bolivie, de l'Equateur, du Pérou, de la Colombie, qui représente un ensemble de près de 100 millions d'habitants
- l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA), de dimension macroéconomique, impliquant chaque gouvernement dans la réalisation de projets pharaoniques de construction routinières, fluviales, énergétiques.... une mine pour les transnationales implantées sur le continent.

D'autres marchés régionaux potentiels -moins « importants » du point de vue du capital- font aussi partie des centres d'intérêts de l'UE : le Système d'intégration centraméricaine (SICA) qui comprend 6,5% de la population latino-américaine, l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) composée des pays de l'Amérique centrale et des îles caribéennes, mais aussi de la France, les Pays-Bas ou le Royaume Uni, en tant qu'Etats associés par le biais de leurs colonies. A la fin des années 1990, le sénat définissait l'AEC comme « un cadre privilégié pour l'action de la France dans la région ». De plus, en 2000, est entré en vigueur l'Accord de libre échange entre le Mexique et l'Union européenne, avec ses 100 millions de consommateurs il constitue un partenariat économique, politique et commercial de premier plan. En 2002, l'UE signait un Accord d'association avec le Chili, qui permet notamment l'implantation d'entreprises électriques et forestières en expulsant les populations mapuches de leurs terres. A la recherche et à la conquête de nouveaux marchés, l'Etat espagnol et la France maintiennent une politique agressive sur le continent vis-à-vis des peuples qui n'ont pas encore cédé à leurs exigences (privatisations des services, extraction des minéraux, construction de barrages...). En 2007, suite au sommet de Lisbonne, le Brésil devient un partenaire essentiel pour l'Union européenne et accède à la « *condition de partenaire privilégié de la France en Amérique du sud, ainsi qu'acteur global dans les affaires mondiales* » ; le tout officialisé par le Traité de coopération stratégique de 2008. La France fait donc bon usage du marché le plus important de l'Amérique latine, compte tenu de la place hégémonique du Brésil face au reste de l'Amérique du sud.

Tout ses accords et traités entre l'UE et l'AL-Caraïbes sont des négociations conduites à huis clos entre gouvernements, sous pression du capital, sans consultation des populations concernées, et à rebours des revendications des organisations populaires, indigènes et syndicales. Jusqu'à cette date, le rôle des partis de gauche au Parlement européen vis-à-vis de ce type d'accords ou traités, se limite trop souvent à réclamer plus de « démocratie », plus de « dialogue » ou de coopération, sans dénoncer leur nature structurellement néfaste. Le Sommet alternatif des peuples en mai 2010 à Madrid sera l'occasion de se mobiliser de manière unitaire sur ces questions, afin de signifier notre refus de l'exploitation impérialiste des Amériques par l'UE.

SOMMAIRE

Peuples originaires. Des liens à tisser

Conférence de Cochabamba

Argentine-Brésil : transformations du travail

Chili. Un tremblement de terre... politique

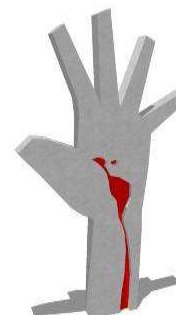
Théologie de la libération

Haïti contre le néocolonialisme

Impunité : assassinat de Silvia Suppo en Argentine

Accusations contre la paix en Colombie

Brève et agenda



Peuples originaires. Des liens à tisser, des propositions à construire

Les crises successives qui traversent le système capitaliste atteignant toute une civilisation, imposent la nécessité de créer un nouveau modèle de société adapté aux peuples de la planète. Depuis quelques années, les problèmes posés par le réchauffement climatique ont anticipé la nécessité de réponses aux conséquences dramatiques, liées à la réalité de la société capitaliste, non seulement sur l'organisation et les conditions du travail, sur le mode de production, mais aussi sur la santé des humains et sur les ressources naturelles de la planète, avec un impact désastreux sur la biodiversité. Désormais celles et ceux qui luttent pour un autre système, ne peuvent plus se limiter aux revendications pour les salaires, pour l'emploi, contre la fermeture des usines, contre les délocalisations ou pour la production industrielle intensive. Désormais, il faut chercher à produire d'abord en fonction de la pérennité des besoins élémentaires des peuples – il faut se poser les questions du « qu'est-ce qu'on produit, pour qui on produit, avec quels moyens?... », en harmonie avec la préservation de l'environnement et des ressources naturelles. Au lieu de placer l'être humain en situation de dominer la nature, ce sont les enseignements des peuples originaires des Amériques, qui inspirent un nouveau modèle, une nouvelle société, où l'être humain est la propriété de la terre et non le contraire. En ce sens, le mouvement ouvrier ne peut qu'enrichir leurs propositions alternatives à l'actuel modèle, au fur et à mesure qu'il s'empare de leurs expériences millénaires, actuellement à l'ordre du jour, grâce aux luttes de communautés entières, en particulier en Amérique du Sud.

Cependant, cela ne veut pas dire que le rôle de la classe ouvrière a changé ou que les problèmes de l'environnement priment sur ceux de la lutte de classes, mais, au contraire, cela nous conduit à entériner l'idée que les causes des désastres sociaux et environnementaux sont dues à la recherche continue d'accumulation, propre au système capitaliste, et que les principales victimes de cette course sont les prolétariats urbains et ruraux.

Devant les problèmes et les menaces engendrés par le système, la bourgeoisie impérialiste répond à sa façon: encore plus de production, « à condition qu'elle soit propre », car les industries d'énergies renouvelables contribuent à l'augmentation des crédits carbone afin de pouvoir négocier avec celles qui sont les plus polluantes, en accord avec le Traité de Kyoto. Elles s'installent dans les pays développés, et continuent à polluer dans les continents dits *en développement*, en intensifiant les échanges commerciaux des déchets et la mise en place des industries extractives. Depuis quelques années, les industries françaises et européennes développent leur activité dans presque tous les pays latino-américains, en exploitant leur savoir faire dans le domaine « du propre » et du traditionnel. Areva est implantée en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Mexique et au Pérou; Total est présent en Colombie, en Argentine, et exploite le pétrole dans la vallée de Magallanes, dans le sud du Chili¹; Veolia Bionersis exploite le méthane; EDF a signé un contrat d'achat de crédits carbone dans ce continent; GDF et d'autres transnationales ont pénétré dans l'univers des

énergies renouvelables en Europe avec le solaire, les éoliennes, l'éthanol, tandis que des dizaines d'usines hydroélectriques sont en train de ravager le continent afin d'alimenter ces mêmes transnationales. A côté de la pénétration industrielle massive, l'irruption du capital financier des puissantes banques européennes (Santander, Crédit agricole, Société générale...), contribue au commerce des échanges et aux finances. De même, Carrefour, Leroy Merlin, Castorama et tant d'autres dominent le secteur de la distribution... Tout cela contribue au développement du système, même si la contrepartie est la destruction totale ou partielle de communautés entières, de leurs ressources, de leurs territoires et de leurs cultures.

De l'autre côté, quelles réponses?

Depuis des siècles, les peuples originaires affrontent les saccages néo-colonialistes des puissances européenne, étasunienne, et plus récemment chinoise et leur résistent en se donnant des formes d'organisation continentales, en essayant de mobiliser d'autres couches du prolétariat urbain et rural, en prouvant qu'il est possible d'envisager une autre société, basée sur d'autres valeurs : une civilisation où les humains appartiennent à la nature et non l'inverse. Les territoires où ils habitent ne sont donc pas la propriété d'une classe ou d'individus, et encore moins des transnationales, mais, au contraire, ce sont les peuples qui appartiennent aux territoires. Il s'agit là d'une piste de réflexion, basée sur le respect de la terre et des êtres qui y vivent. Leur idée est basée sur l'unité de la nature, de la société et de la culture. Son prolongement se traduit par le rejet de la marchandisation de la vie, par l'abolition des frontières, par la défense d'États plurinationaux, par la revendication de formes de démocratie directe. Ils se rendent compte de l'ampleur des débats qui circulent dans un monde à la recherche de

nouvelles perspectives émancipatrices et proposent trois axes de discussion pour affronter la crise de la civilisation engendrée par le capitalisme :

- la « démarchandisation » de la vie et de la biosphère, afin de garantir un autre rapport des individus entre eux et avec la nature
- la décolonisation du pouvoir et des institutions à partir de la démocratie directe et de gouvernements autogérés, soit dans les villes, soit dans les communautés²
- la promotion et le dialogue entre des savoirs alternatifs issus de populations et cultures différentes - les afro descendants, les peuples originaires, les immigrés de tous horizons³

La réflexion des peuples originaires est le fruit de leur vécu millénaire qui est en train de s'étendre à d'autres peuples, curieux de trouver des solutions alternatives à celles imposées par le capitalisme. C'est précisément de ces peuples que les travailleurs européens doivent se rapprocher aujourd'hui s'ils veulent construire un vrai rapport de forces vis-à-vis du système. Composés d'ouvriers, de paysans, de professeurs, de professionnels les plus divers, dans les différentes régions des Amériques, les originaires approfondissent une stratégie

²« Communautés », ici, a le sens de groupes constituant une société qui met en commun des biens.

³www.mikandina.org

¹<http://www.bulletins-electroniques.com/actualite/s/52431.htm>



pour le « Bien Vivre », basée sur la souveraineté alimentaire, sur les économies collectives – des concepts aux antipodes de l'idée du « bonheur » capitaliste productiviste... Ils se prononcent contre tous les traités ou accords de libre échange, contre la militarisation des territoires, contre la criminalisation des mouvements sociaux, contre le blocus de Cuba, et ils soutiennent le peuple palestinien contre l'invasion d'Israël⁴. Il est temps que syndicats, partis politiques, organisations sociales diverses organisent un agenda d'activités coordonnées entre peuples originaires et travailleurs de deux continents. Ce sont ces liens qui pourront contribuer au vrai enrichissement de l'humanité.

De la solidarité ou des luttes communes?

L'adoption des traités et des accords entre l'UE et les pays dits *émergents*, devrait constituer le moteur des luttes et des revendications syndicales en France et en Europe, en coordination avec celles qui se déroulent en Amérique latine et dans les Caraïbes, car ils signifient la mise en place d'une politique néocoloniale couronnée d'effets néfastes pour les travailleurs – délocalisations des entreprises européennes à la recherche de la force de travail au plus bas coût; chantages en tous genres destinés à assujettir les travailleurs par le biais de la concurrence entre les peuples...

Les traités et les accords avec l'AL et les Caraïbes s'appuient en AL (à l'exemple du Honduras), mais aussi -de manière différenciée et combinée- en Europe, sur des pratiques bien peu démocratiques, ainsi que le montrent les moyens employés pour imposer par en haut les contreréformes libérales en cours dans plusieurs pays, les moyens expéditifs utilisés pour résoudre les conflits sociaux, le « maintien de l'ordre et de la sécurité » et la défense de la grande propriété privée par la peur ou la répression, le tout érigé en une « vérité » défendue par les mass-médias, et désormais adoptée et adaptée par la social-démocratie. Des larges secteurs du mouvement ouvrier européen posent, d'ores et déjà, la question non pas de « produire toujours plus, pour plus de monde » mais de « produire quoi, comment et pour qui ? »... Le système a atteint des degrés extraordinaires d'exploitation lors de ce dernier siècle et les nouvelles générations, plus informées que celles du passé, affrontent leurs problèmes avec lucidité. Ils concernent non seulement le travail et la manière dont il est organisé, mais aussi la production et les aspects nocifs de ce qui est produit. La dénonciation par le syndicat Sud du harcèlement des salariés par la direction de France Telecom et par la Poste, en est un exemple⁵. Cependant, l'utilisation du harcèlement à des fins d'exploitation et de rentabilité est un événement courant sur les deux continents⁶ : voilà l'autre trait commun aux luttes des travailleurs des deux continents et d'ailleurs...

En ces années de tourmente pour le capitalisme mondialisé, les pays impérialistes doivent trouver des issues pour atténuer les conséquences d'une crise fabriquée par eux-mêmes. Les responsables de cette politique n'envisagent que

pour seule alternative, ici et là bas, de la faire payer par les populations, au moyen de mesures de criminalisation des actions revendicatives et de militarisation des territoires. Néanmoins, ces populations ne se laissent pas envoûter par l'engrenage des « sacrifices » exigés, comme en Grèce et en Islande. Face au capitalisme mondialisé, la réponse consiste à organiser des luttes communes internationales, pour la souveraineté alimentaire et énergétique, pour le contrôle démocratique de l'économie, pour une planification écologique décentralisée dans les zones rurales et urbaines, pour l'abandon progressif des énergies fossiles et nucléaires, pour l'accroissement des systèmes publics gratuits de santé, d'éducation, d'accès à l'eau, de transport, pour la fin du militarisme et des guerres...



Le Sommet des peuples à Madrid en mai 2010, devra permettre la consolidation des liens entre les mouvements sociaux les plus divers et les partis politiques investis dans la lutte anti-impérialiste et contre le capital, en définissant un agenda de manifestations et d'actions contre la mise en place des traités et des accords de l'UE, pour le Bien Vivre de l'humanité.

Béatrice Whitaker

Respect pour la nature et pour les droits humains

Vingt mille personnes ont participé à la Conférence mondiale en Bolivie (Cochabamba)

Le NPA a apporté son soutien à la «Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la 'Terre-Mère'» qui s'est tenue à Cochabamba du 19 au 22 avril 2010, motivé notamment par les considérations suivantes :

1. A Copenhague en décembre, le NPA a constaté que la délégation de la Bolivie a été à peu près la seule qui a noué dès le premier jour de la conférence des liens avec les mouvements sociaux. Cette délégation a été l'une des seules à participer à la fois au forum alternatif Klimaforum et à la conférence de l'ONU. Elle a contribué avec les mouvements sociaux et les milliers de jeunes venus à Copenhague à l'organisation et au succès de la manifestation de Reclaim Power et à la popularisation du mot d'ordre unificateur «*System change, not climate change*», «*Changeons le Système ! Pas le Climat !*». Le dernier jour de la conférence de Copenhague, peu de chefs d'Etat ou de gouvernement se sont ouvertement opposés au texte présenté par les Etats-Unis, la Chine, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. Parmi ceux-ci il y a eu Evo Morales qui a condamné dans des termes particulièrement ferme l'accord présenté tant sur la forme – un texte discuté en petit comité sans respecter le processus de travail des Nations-Unies – que sur le fond : un texte en retrait au regard des recommandations du GIEC, sans aucun engagement contraignant et sans

⁴Déclaration de Mama Quta Titikaka, Amériques latines en lutte, N° 2 juin-août 2009. <http://americuelatineenlutte.blogspot.com>

⁵Le Parisien. 09/04/2010 «L'avocat de Sud-PTT veut que soit jugé « le management par le stress » »

⁶JÖSCH, Mélanie. La Historia filmada del asedio al pueblo mapuche-pehuenche. Accessible en : <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=14542>

garantie de financement pour les pays les plus pauvres.

2. Le gouvernement bolivien a lancé une invitation sans condition ou exclusive. Elle s'adresse à la fois aux gouvernements qui se reconnaîtraient dans les termes de l'appel à la conférence, aux organisations onusiennes et aux autres institutions internationales, aux scientifiques et à l'ensemble des mouvements sociaux et des ONGs. Le but sera de travailler à un texte qui ferait état des points de consensus et des questions qui resteront en débat. La conférence aura deux autres objectifs : discuter la possibilité d'un "référendum mondial" sur les objectifs à se fixer pour lutter contre le changement de climat, et voir s'il est envisageable de pérenniser après Cochabamba un mouvement ou un réseau proprement mondial, ce n'est pas le cas actuellement. La conférence de Cochabamba représente l'occasion de commencer à créer un rapport de force avant la nouvelle session de la conférence de l'ONU en décembre au Mexique. On sait d'ores et déjà que l'impérialisme est bien décidé à organiser à Mexico ou à Cancun une répression policière et militaire brutale à côté de laquelle Copenhague aura été une partie de plaisir.



3. Ce sont les peuples indiens des Andes et de l'Amazonie qui, à cette étape, ont lié le plus étroitement la question climatique et la question sociale, entendue comme question touchant les conditions de reproduction sociale des peuples comme des classes sociales. Depuis une dizaine d'années, ils ont redonné à la lutte anti-impérialiste et à la question nationale un vrai contenu social. Les organisations paysannes de l'Altiplano ont contribué aux côtés du Mouvement des Sans Terre (MST) brésilien à donner une force particulière à la coalition Via Campesina en Amérique latine. La présence à Cochabamba de ces organisations comme d'un nombre important de mouvements représentatifs des combats contre les compagnies pétrolières et les sociétés minières en Bolivie, au Pérou, en Equateur, sera une garantie du contenu anti-impérialiste de la conférence qui est convoquée. Le NPA y attache une valeur particulière.

4. Le NPA souligne la portée du choix de tenir la conférence à Cochabamba. C'est là qu'il y a eu en 2000 un très important mouvement social victorieux contre le groupe industriel-financier étatsunien Betchel sur la

question de la privatisation de l'eau. La victoire a été arrachée par un front très large de syndicats, de comités de quartiers et d'associations réunies au sein de *La coordinadora del agua et de la vida*. Cette lutte a servi d'exemple aux combats sur la question de l'eau dans de grandes villes du Pérou comme en Bolivie, notamment à El Alto contre la filiale de Lyonnaise des Eaux- Suez. C'est donc dans une ville symbole de la lutte anti-impérialiste et d'un vaste mouvement social contrôlé par celles et ceux qui l'ont mené que nous nous réunirons en avril.

Dans ce cadre, Le NPA défend les positions suivantes :

- a. Pour un accord international sur le climat contraignant, qui oblige les grands pays industrialisés – les grands responsables du réchauffement global - de réduire d'au moins 40% leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. Cette décision aurait un effet d'entraînement sur l'ensemble des économies de la planète. A partir d'une telle décision, les grands pays émergents (Chine, Brésil, Inde, etc.) pourront à leur tour s'engager dans des politiques de réduction massive de leurs émissions de gaz à effet de serre.
- b. Pour la création d'un fond international d'aide aux pays victimes de la crise climatique et qui permettent aux pays en développement d'accéder plus facilement à des technologies économes en carbone, dont les fonds seront abondés par les pays les plus riches et la gestion confiée aux pays concernés.
- c. La taxation des profits des grandes multinationales, et en premier lieu les plus polluantes, ainsi que celle des transactions financières permettront des budgets suffisamment importants pour ce fonds.
- d. Contre la privatisation et marchandisation des biens communs : l'eau, la terre, les forêts, les rivières, les ressources naturelles doivent être arrachés aux griffes de multinationales et des profiteurs capitalistes. Elles appartiennent aux peuples, qui seuls pourront les gérer dans le respect de la nature et des équilibres écologiques.
- e. Pour l'expropriation et nationalisation des grandes compagnies productrices d'énergie - pétrole, charbon, etc. - pour soumettre au contrôle public la réduction des leurs activités émettrices de gaz à effet de serre, et pour que leurs profits servent au développement des énergies alternatives.

Nous faisons l'analyse que le capitalisme est le grand responsable de la catastrophe écologique qui nous menace. Pour préparer une rupture coordonnée avec ce système, nous proposons de travailler ensemble à la convergence des luttes écologiques, des luttes sociales et des luttes anti-impérialistes. Les luttes pour la justice climatique doivent dessiner les alternatives au capitalisme et au productivisme, pour conduire à un autre modèle de civilisation, à des révolutions profondes de nos modes de production et de consommation. Ce socialisme écologiste, cette nouvelle société, solidaire et capable de vivre en harmonie avec la nature, sont les sources d'un projet d'émancipation humaine pour le XXIème siècle.

Argentine/Brésil. Transformations du travail et recompositions syndicales

Ces dernières années, l'Amérique Latine a su faire émerger de nouvelles pratiques collectives dans le cadre de luttes exemplaires contre les aménagements du capitalisme. En Argentine et dans une certaine mesure au Brésil, s'est développé un mouvement ouvrier (syndical) et populaire (paysan, étudiant, chômeur-piquetero, de quartier) INDEPENDANT de l'Etat avec des revendications immédiates et anticapitalistes. En Argentine, on peut fixer une date d'affirmation de ce mouvement autour de l'Argentinazo, la rébellion populaire de 2001. Depuis, le gouvernement des Kirchner, nationalisme combiné au péronisme, n'a pas réussi à étouffer, coopter, corrompre ces acteurs malgré tous ses efforts. Dans ce mouvement, les partis « d'extrême gauche », trotskyste, maoïste et autres jouent un rôle important de structuration (d'autres diraient un rôle dirigeant). Mais un courant autonomiste, autogestionnaire considère que ce mouvement doit s'organiser autour du travail, de la production, des quartiers populaires en se tenant à distance des questions politiques et électoralistes. Aujourd'hui, on évalue à 500 le nombre d'entreprises sous gestion ouvrier en Argentine, regroupant environ 16.000 salariés. Ces entreprises sont issues de situations de faillite suite à des pillages financiers organisés par les anciens patrons dans des secteurs très variés : Zanon (céramique), Bauen (Hotel), Brukman (Textile), Grisinopoli (alimentaire), Frigocarne (Abattoir), Crystal San Justo (Accessoires automobiles), Clinica Junin (Santé), Astillero Navales Unidos (Chantier Naval), Chilavert (Imprimerie). Leurs salariés ont fait la preuve comme à Zanon qu'ils pouvaient fonctionner depuis sept ans sans patron en réintégrant tous les travailleurs qui avaient perdu leur emploi (500), en ayant une intense activité solidaire avec les communautés locales et en étant soutenu par la population de la région dans toutes les tentatives de déstabilisation des gouvernements locaux ou nationaux. D'autres sont créées ex nihilo par des chômeurs, comme les entreprises de recyclage des cartoneros de la Province de Buenos Aires et les coopératives de bâtiment de l'UTD General Mosconi.

Toutes ces entreprises sont menacées par les lenteurs administratives entretenues par les gouvernements pour retarder les expropriations des anciens patrons, les tentatives d'expulsion sur instructions judiciaires, le manque de capitaux pour entretenir les équipements et investir. Les ouvriers de Zanon en Avril 2010 ont lancé un cri d'alarme sur leur situation. Alors qu'ils demandaient une étatisation sous contrôle ouvrier, le gouvernement leur cède la propriété de l'usine avec la charge de la dette. Ils souffrent des réductions des ventes dues à la crise économique, et ils dénoncent leur exclusion des marchés publics pour les commandes de céramiques et des aides gouvernementales pour les investissements alors qu'elles sont largement attribuées au secteur privé. Les fédérations d'entreprises récupérées tentent

de créer des organisations capables de peser dans les luttes politiques à venir et les conditions d'un marché parallèle d'échanges entre leurs centres de production. Les coursiers, motoqueros qui ont joué un rôle très important lors des rébellions populaires (Argentinazo) en 2001 en informant, grâce à leur mobilité les manifestants sur les mouvements des forces de l'ordre sont à la pointe du combat contre la précarité. Les agences qui dominent le marché sont souvent entre les mains d'anciens policiers qui exploitent à fond la misère sociale et la demande de travail issu du chômage massif. Ils soumettent beaucoup de coursiers à accepter du travail au noir. La création du statut « Monotributo », l'équivalent de



celui d'auto-entrepreneur a entraîné plus de 1 million de salariés argentins dans la précarité. C'est l'alternative pour les employeurs au travail au noir et le moyen d'isoler les travailleurs par rapport au collectif des salariés. Les motoqueros ont subi cette pression et certains ont adopté ce statut qui leur donne des droits sociaux très limités, aucune garantie d'emploi, droits restreints pour la retraite, etc... La création de coopératives motoqueros a au contraire permis de pérenniser des emplois et de récupérer des statuts de salariés. Mais elles ont du faire

face au boycott des entreprises clientes et une seule a réussi à maintenir son activité.

Le risque politique autour des coopératives en précarité dans un système de concurrence et de marché, comme dans le cas des Monotributos, est d'encourager l'auto exploitation des travailleurs. Le patronat peut avoir intérêt à céder des secteurs de production à des structures qui contiennent les revendications salariales. David Cameron en Angleterre vient de prôner la création de coopératives dans le cadre de la campagne électorale. Pourtant ces pratiques font la démonstration que le mode de production collectif sous contrôle ouvrier est crédible, mais que la pérennité de ces structures passe par un projet global de société. La transformation révolutionnaire de l'Etat, la remise en cause du marché et la planification démocratique sous contrôle de la population peuvent seules s'articuler avec des expériences isolées. Par ailleurs, des recompositions syndicales importantes sont en cours. Déjà dans les années soixante dix, les luttes visaient à installer des directions révolutionnaires dans les syndicats pour chasser les bureaucraties alliées du pouvoir et on ne dit pas assez que les années de répression de la dictature ont stoppé provisoirement ce mouvement. Des luttes ouvrières victorieuses ces derniers mois ont été acquises contre les bureaucraties syndicales, comme dans le métro de Buenos Aires, à Kraft Terrabusi, Mahle, Massuh, Parana Metal, Cive, Ingenio El Tabacal, Petroleros de Santa Cruz.

Au Brésil, en réaction à la faillite du projet de syndicalisme «de

gauche» combatif, indépendant, classiste et anti-impérialiste, entamé par la CUT à la fin des années 70, les 3 et 4 juin se tiendra le congrès de Conlutas, une organisation syndicale et populaire fondée en 2004, de laquelle participent quelques 400 organisations : des syndicats, des groupes d'opposition dans des syndicats, des mouvements populaires, estudiantines et de lutte contre l'oppression. Dans ce Congrès sera à l'ordre du jour une unification avec l'Intersindical, une organisation qui rassemble en son sein d'autres secteurs de la gauche syndicale brésilienne, ainsi qu'avec d'autres organisations telles que

Pastorale Ouvrière, le MTST (Mouvement des Travailleurs Sans Toit), le MTL (Mouvement Terre et Liberté) et le MAS (Mouvement Avancé et Syndical). Une délégation du NPA participera à ces congrès, un compte rendu sera fait.

Pierre Grenet

Assassinat de Silvia Suppo. Non à l'impunité d'hier et d'aujourd'hui !

Le discours triomphaliste des Kirchner sur les droits de l'homme est mis en pièces : Silvia Suppo, témoin dans un procès contre le juge Brusa condamné pour crimes contre l'humanité a été tuée de 12 coups de couteau. A 17 ans, elle était élève infirmière et militante montonero. Elle a été enlevée, torturée et violée dans le commissariat Cuarta de Santa Fe et dans le centre clandestin de détention connu sous le nom de La Casita, près de Santo Tomé. Enceinte suite aux viols, les militaires argentins l'ont fait avorter clandestinement en qualifiant d'"erreur ce qu'ils lui avaient fait subir". Son compagnon de l'époque n'est jamais réapparu. Il fait partie des 30.000 disparus de la dictature de 1976.

Elle a été retrouvée inconsciente sur le sol de son magasin d'artisanat dans la ville de Rafaela le 29 Mars 2010, assassinée de douze coups de couteau, 33 ans après avoir été torturée et violée. Cet assassinat conclut de manière tragique la semaine de la mémoire qui a été organisée en Argentine et dans le Monde 34 ans après le coup d'Etat des militaires argentins en 1976. En octobre 2009, Silvia avait témoigné de manière décisive dans le procès qui conduisit à la condamnation pour crimes contre l'humanité de l'ancien juge fédéral Victor Brusa et de plusieurs tortionnaires de la province de Santa Fe. Elle avait dénoncé l'usage du viol systématique comme méthode d'anéantissement de la personne humaine. Elle devait encore témoigner dans des procès intentés contre ceux qui étaient

impliqués dans la disparition de son compagnon Reinaldo Hattemer. Elle avait reçu des menaces de plus en plus pressantes dans le but de la faire taire. Elle n'avait pas cédé. Elle est morte après trente trois ans de résistance. Ce crime ne doit pas rester impuni. Il a été commis pour que les génocidaires ne soient plus inquiétés et condamnés. Il intervient après d'autres enlèvements de témoins dans les procès. Julio Lopez, témoin dans le procès Etchecolatz a été enlevé et reste disparu depuis trois ans et demi. Le gouvernement n'a jamais fait inculper les auteurs de ce crime. L'appareil répressif argentin est toujours infiltré par des agents de la dictature et la volonté politique n'existe pas dans le gouvernement d'affronter les instigateurs du coup d'état et tous ceux qui ont bénéficié du terrorisme d'Etat et de l'impunité sur les crimes commis, les groupes financiers argentins, américains et européens.



Non à l'impunité d'hier et d'aujourd'hui !

PG

Tremblement de terre au Chili Tsunami social et politique aussi...

En même temps que le triomphe du candidat Piñera – héritier indirect du Pinochetisme- a mis fin à la période de la soi-disant transition vers la démocratie commencée 20 ans plus tôt ; le tremblement de terre et le ras de marée du 27 février dernier ont mis fin à l'image d'un Chili promoteur d'un bien-être économique et social proche des pays riches européens. Illusions fabriquées par les mass média et le gouvernement de la Concertation.

Le tremblement de terre de magnitude 8,8 sur l'échelle de Richter a secoué le centre et le sud du pays. Son épicerne se situait en mer, à quelques kilomètres des côtes de la région de Bio-Bio et du Maule. La dimension du sinistre a mis en lumière les conditions de vie précaires- héritées de la période de Pinochet- qui se sont prolongées ensuite durant 20 ans de co-



gouvernance des socialistes convertis au social libéralisme et d'une fraction de la bourgeoisie représentée par le parti Démocrate Chrétien. La liquidation du rôle social de l'état durant ces dernières 35 années est devenue manifeste juste après le tremblement de terre. En effet, les organismes gouvernementaux n'ont pas pris la décision d'alerter les populations civiles malgré les communications prévisionnelles, néanmoins tardifs, de raz de marée lancés par l'armée chilienne. La présidente Mme Bachelet, dans une déclaration publique, a nié

le danger de 'tsunami'. Les autorités ne sont intervenues qu'après 3 jours, dans les villages côtiers affectés par le raz de marée. La présidente Bachelet et le candidat élu Piñera, chacun de leur côté, se sont contentés de survoler en

hélicoptère les zones sinistrées et surtout, ont veillé à ce que leur image apparaisse à la télévision.

Il a fallu 24 heures pour que des instructions soient adressées aux institutions en charge des secours. Les pompiers locaux et les réflexes de solidarité de la population côtière ont permis de sauver des vies en aidant les voisins à rejoindre les collines. La proposition d'aide immédiatement formulée par les pays étrangers a été rejetée par le gouvernement Bachelet, avec l'accord de Piñera, sous le prétexte qu'il fallait se donner le temps d'évaluer les dommages et d'estimer l'aide nécessaire. L'orgueil et le chauvinisme de la classe dirigeante et de ses exécutants les ont amenés à dire que le Chili était capable d'affronter le désastre par ses propres moyens. Cependant, dans les zones sinistrées, la population a commencé à dévaliser les supermarchés. Le gouvernement Bachelet n'a laissé entrer l'aide internationale dans le pays que 3 jours plus tard et craignait que les télévisions étrangères ne ternissent le cliché d'un Chili 'moderne', mettant en évidence une population civile abandonnée à son sort, sans ressources et aux logements de pisé effondrés.



La population a été obligée d'entrer par effraction dans les supermarchés pour s'approvisionner. Aussitôt les média et le maire de la ville de Concepcion, Jacqueline van Rysselberghe (devenue Préfet après la prise de fonctions de Piñera) ont criminalisé la réaction légitime de sinistrés sans ressources. Le gouvernement de Bachelet, avec l'appui du candidat élu Piñera, a décrété le couvre-feu à partir de 18h30, avec l'aide de la police et de l'armée. La protection de la propriété privée a reçu la priorité au détriment de l'aide à apporter aux plus affectés. A Concepcion, beaucoup de bâtiments récents se sont

aussi effondrés. Ils ont moins bien résisté que les bâtiments anciens, à l'exception des logements en pisé, les normes antisismiques n'ayant pas été respectées. La supervision de ces normes a été abandonnée au nom du « moins d'Etat » et confiée au privé. La spéculation immobilière, les constructions bâclées pour plus de profits, ont été la caractéristique du capitalisme néolibéral sous Pinochet et consolidé par le gouvernement de la Concertation.

Qui financera désormais la reconstruction ? Certainement pas les sommes collectées par le Téléthon. Le showbiz a accompli son rôle de cirque habituel pour éloigner la population du problème central. Les routes construites depuis peu, se sont effondrées comme des châteaux de sable. Les télécommunications, les conduites d'eau potables et les câbles électriques ont été largement détruits. 46% des entreprises présentent des dommages structurels. Les employés ont été licenciés sans indemnisation, comme le permet, dans les cas de catastrophe naturelle, le code du travail hérité de la dictature. Piñera évalue à 30 milliards de dollars la reconstruction. Vendredi 16 avril, le président Piñera a surpris le pays avec un paquet fiscal qui double le coût de la reconstruction des infrastructures publiques. Les pertes publiques représentent 10 milliards de dollars, qui -compte tenu des assurances et des optimisations possibles- se réduisent à 8.431 millions de dollars. La surprise est que le gouvernement demande 9.255 millions de dollars de ressources additionnelles pour financer son programme. Plutôt que taxer le capital transnational et la bourgeoisie locale, l'exécutif propose ainsi de recourir à la dette extérieure en utilisant les ressources du Fonds de Stabilisation Economique et Sociale (« fonds souverains » se chiffrant à 11 milliards de dollars) et résultant de la Loi du Cuivre et de la vente d'actifs fiscaux. Assurément, le coût social du chômage et de la reconstruction de l'habitat n'est pas pris en compte par « l'économie sociale de marché » chilienne.

La « reconstruction » sera sans doute un marché très rentable pour les entreprises qui seront « sélectionnées » par le gouvernement et financées, comme cela a déjà été le cas, par les partis pinochetistes aujourd'hui de nouveau au gouvernement.

Patricio

Plus d'info sur ce thème (en espagnol) :
www.rebellion.org/apartado.php?id=341

De nouveaux défis pour la théologie de la libération

La théologie de la libération est une véritable théologie, c'est-à-dire un discours sur Dieu. Elle s'affirme cependant contextuelle, à l'encontre d'une théologie a-historique qui se prétend hors du temps. Ce que l'on pourrait appeler une théologie sur la Lune... Toute théologie est toujours contextuelle. Parce qu'elle est théologie, elle est composée de nombreux chapitres : une ecclésiologie, une christologie, une théologie sacramentaire et liturgique, une théologie morale et une doctrine sociale. Pour la théologie de la libération, le contexte est explicité : c'est celui de la réalité des pauvres et des opprimés, de leurs luttes et de leur vie de foi au sein de ces réalités. C'est là que l'on trouve Dieu, selon l'option spécifique de Jésus-Christ dans l'Evangile.



Quelqu'un a pu dire : *"La théologie de la libération ne se demande pas tellement si Dieu existe, mais où il se trouve"*. La théologie de la libération s'est développée en Amérique latine, à partir des années 1960, après le Concile Vatican II, et elle a inspiré de nombreuses démarches spirituelles et des engagements sociaux. Nous allons nous limiter à la morale sociale qu'elle développe, car c'est elle qui a sans doute eu la répercussion la plus importante, et qui nous permettra de poser la question de son opportunité dans la situation contemporaine.

Une lecture de la société

Une éthique sociale se construit à partir d'une lecture, explicite ou implicite, de la réalité. C'est, en effet, en fonction de cette approche que se définit le jugement moral. Nous allons le montrer en comparant l'éthique sociale de la doctrine traditionnelle de l'Eglise catholique avec celle de la théologie de la libération. Dans le premier cas, l'enseignement récent, celui de Jean Paul II, affirme que la doctrine sociale possède un statut au-delà de toutes les disciplines. Ce qui veut dire qu'elle est une partie intégrante de la Révélation, et que seule l'autorité ecclésiastique est en mesure d'en garantir l'authenticité.

En revanche, la théologie de la libération affirme le caractère fondamental de la médiation de l'analyse sociale pour arriver au raisonnement éthique en tant qu'élément d'orientation du jugement. En d'autres termes, son choix de l'analyse est explicite. En l'occurrence, il s'agit de celle qui rend le mieux compte de la situation des plus pauvres, de celle qui permet de regarder le monde avec les yeux des exclus. Pour elle, c'est une exigence de l'Evangile, critère pré-scientifique pourrait-on dire, et véritablement contraignant. Donc d'ordre éthique.

Il en résulte deux démarches très différentes. La doctrine sociale de l'Eglise adopte, de fait, une lecture implicite de la réalité sociale. Cette dernière, dans cette perspective, est composée de strates (parfois appelées classes) superposées ou juxtaposées : il y a des ouvriers, des employés, des paysans, des classes moyennes, des patrons. La théologie de la libération, quant à elle, perçoit la société contemporaine en termes de structures de classes, c'est-à-dire de groupes sociaux reliés entre eux structurellement, en fonction de leurs positions respectives dans un système économique, politique et culturel déterminé. Aujourd'hui, la structure sociale est définie par la logique des rapports sociaux du capitalisme. Il n'en a pas toujours été ainsi : dans l'histoire, il y a eu des sociétés de classe précapitalistes et des organisations sociales construites sur les rapports de parenté, par exemple. Les conséquences pratiques sont très importantes.

Dans le premier cas, le bien social consistera à faire collaborer les diverses strates sociales pour réaliser le « bien commun », chacun jouant son rôle à sa place, mais sans remettre en

question la logique des rapports sociaux. Au plan politique, très logiquement, cela débouche sur la Démocratie chrétienne. Dans le second cas, c'est la structure de classes qui crée les injustices. Il s'agit donc de la transformer et de remonter à l'origine du problème, c'est-à-dire de lutter contre ce qui permet à une minorité de s'appropriier les richesses. Dans le premier cas, on pourra à la fois condamner durement le capitalisme "sauvage" et voir dans l'« économie sociale de marché » ou le capitalisme "civilisé", la solution à l'harmonie sociale. Dans le second, au contraire, c'est la logique même du capitalisme qui doit être contestée et remplacée par une autre conception de l'économie.

Et c'est ici qu'intervient l'analyse marxiste, comme démarche explicite, estimée la plus adaptée à rendre compte de la réalité sociale à partir de la vision des pauvres. Il ne s'agit pas pour autant d'un dogme, mais d'une méthode d'interrogation du réel. Elle a donc été adoptée par la plupart des théologiens de la libération pour des raisons très claires. Contrairement à ce qu'ont affirmé ses détracteurs, et notamment la Congrégation pour la doctrine de la foi, l'utilisation de ce type d'analyse ne mène pas automatiquement à l'athéisme. Il est cependant exact que cette démarche introduit explicitement une nouvelle instance de jugement pour formuler une éthique sociale : celle de la médiation de l'analyse. Elle relativise donc

toute doctrine sociale, dans la mesure où cette dernière se formule nécessairement à partir d'une analyse, et peut donc être critiquée par une démarche relevant des sciences sociales. Cela remet en question le monopole de l'autorité religieuse en tant qu'unique instance de jugement.

[...]

Des tâches nouvelles

Face à la crise de civilisation capitaliste, la théologie de la libération est confrontée à des tâches nouvelles, et d'abord à une extension de ses perspectives. Les

politiques néolibérales menées pendant plus de trente ans ont en effet élargi considérablement le champ d'application de la logique capitaliste. Tous les groupes sociaux subalternes ou moyens sont aujourd'hui affectés par la loi du marché, et plus seulement la classe ouvrière. Cette dernière a été le premier groupe social à se situer de façon antagonique au capital, du fait d'un rapport direct capital/travail. C'est ce que l'on pourrait appeler une soumission réelle du second au premier : le travailleur ne peut plus produire sans le capital, qui devient hégémonique et domine la production et la distribution des produits et des services.

Mais, avec la libéralisation des échanges au plan mondial et la domination progressive du capital financier, la soumission formelle - c'est-à-dire par d'autres moyens que le salariat - s'est étendue à tous les milieux sociaux. La fixation des prix agricoles par des Bourses internationales affecte tout le monde paysan. Les paysans sans terre sont les victimes de la re-



concentration de la propriété ; les peuples indigènes perdent leurs territoires sous les coups de boutoir des compagnies pétrolières ou minières, et de l'agro-négoce ; les femmes sont les premières victimes de la privatisation de l'eau, de l'électricité, des soins de santé, de l'éducation. Il faut ajouter à tout cela la destruction accélérée de la nature et la détérioration de l'environnement, surtout de celui des plus pauvres.

On peut donc affirmer que le sujet historique que fut la classe ouvrière au cours des siècles précédents n'est plus aujourd'hui que l'une des composantes - importante sans aucun doute - d'un sujet plus vaste, pluriel, mais populaire. D'où l'ensemble des luttes qui se sont développées au cours des dernières décennies, et l'importance de leur convergence dans des initiatives telles que les Forum sociaux mondiaux. On a vu aussi se développer de nouvelles perspectives dans la théologie de la libération : une théologie de l'écologie, avec Leonardo Boff, par exemple ; une théologie de la libération dans une perspective féministe, avec Yvone Guebara ; une théologie des peuples indigènes ; également une attention particulière accordée au sujet (Franz Hinkelamert). Certains auteurs ont été influencés par les courants postmodernes qui ont fleuri en philosophie et en sciences sociales, suite à l'échec des dogmatismes idéologiques. Cela n'alla pas sans risques pour la perte du caractère global de l'analyse fournie par l'approche marxiste. Or c'est précisément cette dimension qui est aujourd'hui essentielle, à un moment où la pensée dominante fragmente les divers aspects d'une crise de système. La prise de conscience du fait qu'il s'agit d'une question de civilisation, et donc de survie aussi bien de l'univers que du genre humain, met en lumière l'importance d'une éthique dont le fondement est la possibilité de la continuité de la vie de la planète et de l'humanité. C'est peut-

être la tâche la plus urgente de la théologie de la libération aujourd'hui.

Enfin, il ne suffit pas de s'attacher à l'analyse critique de la logique structurant actuellement le fonctionnement de la société. Il faut se tourner vers l'avenir. Quelles sont les grandes orientations qui permettront de vivre les valeurs du « règne de Dieu » ? Il s'agit du respect de la nature ; d'une économie répondant aux besoins des personnes et des peuples, et pas seulement à l'accroissement des taux de profit ; de l'établissement de la démocratie au sein de tous les rapports sociaux, y compris de genre, et remettant en valeur le sujet ; de la multiculturalité donnant à toutes les cultures, les philosophies, les religions, la possibilité de construire l'éthique nécessaire à la transition vers une société postcapitaliste.

De tels enjeux appellent une nouvelle étape d'analyse afin de développer une démarche théorique donnant une cohérence à l'ensemble des initiatives déjà en cours dans ces divers domaines. Ils exigent aussi des convergences dans l'action, tant au niveau des mouvements sociaux que de l'agir politique. La théologie de la libération a aussi sa place dans cette construction nouvelle : celle de contribuer à préciser l'éthique collective et individuelle, comme base de l'engagement et de la spiritualité de nombreux acteurs sociaux, et cela au-delà des frontières religieuses.

François Houtart (président du Centre Tricontinental et professeur émérite à l'Université Catholique de Louvain)

Exposé présenté lors du débat organisé à Paris par l'association France-Amérique latine le 31 mars 2010

www.franceameriquelatine.org/index.php?m=3&idnews=180

Haïti : « Non au néocolonialisme » Entretien avec Jean Pierre Ricot, membre de la PAPDA

En décembre 2009, le gouvernement haïtien a signé les accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. Qu'en pensez-vous ?

D'abord, il faut voir d'une façon globale ce que cela veut dire pour Haïti, mais aussi pour les autres pays signataires. C'est le mécanisme de libre échange entre l'Union européenne (UE) et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). C'est un mécanisme prévu par les accords de Cotonou, signés en juin 2000 au Bénin, et qui régit toutes les relations et toute la coopération entre l'UE et les 78 pays ACP. Depuis 2002, l'UE a lancé tout un ensemble de négociations pour la mise en place de ces APE. Le but est d'assurer la libéralisation des rapports commerciaux. Plusieurs phases ont ponctué ces négociations. La première phase concernait les négociations globales entre l'UE et les pays ACP. Puis s'en est suivie une phase de négociations régionales : pays de la CARICOM, pays de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est... Elles n'ont pas abouti aux résultats escomptés dans la mesure où ces dernières n'avaient que des visées commerciales et elles ne prenaient pas en compte les réalités et les besoins des « partenaires » de l'UE.

Quels sont les domaines d'application de ces accords commerciaux ?

L'objectif est de libéraliser et de créer un cadre de partenariat unitaire où les pays ACP et l'UE se situeraient sur les mêmes bases. Et l'on sait que la majorité des pays ACP font partie de la catégorie des Pays les moins avancés (PMA), dont Haïti. Ce qui fait que ces négociations n'ont pas eu vraiment les effets escomptés pour l'UE puisque les PMA ont déjà, à travers les Conventions de Lomé ou des mécanismes tels que Tout sauf les armes (TSA), une entrée facilitée de leurs marchandises dans l'UE. Dans le cadre de l'OMC, il y a eu de grandes pressions sur ces anciens accords pour dire que « le régime non réciproque » ne correspondait pas à la logique des négociations sur le cycle de Doha. Et on sait que ce cycle est aujourd'hui encore bloqué. D'ailleurs, nous sommes très sceptiques sur le bouclage du processus dans la mesure où il y a des gros intérêts et des revendications dans beaucoup de régions et de pays ne sont pas prises en compte. Les



négociations sont donc très difficiles. Et il est clair que c'est la même chose pour les APE dont l'objectif premier est de mettre les rapports commerciaux entre les pays ACP et l'UE en adéquation avec les règles du cycle de Doha.

Au départ les conventions de Lomé et les accords de Cotonou étaient centrés sur un régime commercial non réciproque, et en faveur des pays PMA. C'est-à-dire qu'ils pouvaient exporter tout ce qu'ils produisaient dans l'espace européen sans droits de douanes alors que les PMA pouvaient appliquer des droits de douane sur les produits de l'UE. A travers le temps, les différentes régions ont compris que le but des négociations de Doha puis des APE est clairement de connecter les pays ACP à l'économie mondiale, quel qu'en soit le coût et quelles qu'en soient les conséquences sociales, économiques et politiques. Ces accords représentent une épée de Damoclès au dessus de la tête des pays ACP. Pourquoi ? Parce nous sommes déjà face à des difficultés économiques et que nous subissons toujours les conséquences de la libéralisation des échanges des années 1980-1990. Particulièrement en Haïti, on a vécu et on vit encore ces processus. Ce qui fait qu'aujourd'hui, libéraliser encore plus le marché haïtien voudrait dire hypothéquer toutes les chances pour l'économie haïtienne de se refaire une santé, de redynamiser ses appareils productifs, de redéfinir tout un ensemble de relation entre les différentes filières et dynamiques de production dans le pays. Il y a une grosse préoccupation sur ce sujet-là.

[...]

Les shows médiatiques nous assènent de slogan comme « l'aide au développement » et la « coopération internationale ». Comment analysez-vous ce décalage ?

On pourrait regarder les chiffres pour voir qui aide qui... Prenons les chiffres sur la dette et comparons le montant du service de la dette (paiement du principal plus des intérêts) avec le montant de l'aide publique au développement (APD). Il n'y a pas besoin d'être un grand mathématicien ou économiste pour constater que ce sont les pays du Tiers Monde qui financent les grands créanciers du Nord et les grandes transnationales. Aujourd'hui encore, on crée de la pauvreté au Sud, pour enrichir des riches au Nord. Les APE vont servir cet objectif, qui est de drainer les richesses des pays ACP vers les pays de l'UE. D'ailleurs au passage, tous ces pays ACP qui participent aux négociations des APE sont des anciennes colonies des grandes puissances européennes (France, Angleterre, Allemagne, Espagne...). Ces pays qui ont été colonisés, qui ont été pillés par ces mêmes pays européens veulent aujourd'hui garder la dynamique économique créée au temps des colonies.

C'est une forme de néocolonialisme ?

Absolument, c'est une forme de néocolonialisme. Par exemple, au temps de la colonie, on connaissait le colbertisme, qui voulait que tout ce qui se faisait au niveau de la colonie parte pour la métropole. Les ACP suivent la même logique. Aujourd'hui, il faut changer ce paradigme. Aller au-delà de ce système. Il faut créer des mécanismes pour reprendre en main notre souveraineté et nos capacités à définir des politiques publiques qui soient en adéquation avec les besoins de la population et non pas avec les besoins des intérêts étrangers. Les revendications populaires doivent s'imposer en mettant en relief toute notre culture, notre histoire et notre volonté d'autodétermination populaire.

L'heure est à la reconstruction. La communauté internationale et le gouvernement haïtien établissent des plans. Aucuns ne remet en cause ces accords commerciaux. Qu'en pensez-vous ?

Après le 12 janvier, il est clair qu'il est nécessaire qu'Haïti redéfinisse le cadre de sa coopération internationale, avec l'UE particulièrement. Il est indispensable de demander un moratoire d'au moins 5 ans sur les accords internationaux, et notamment les APE signés en décembre 2009. Dans le contexte actuel, si Haïti veut vraiment arriver à résoudre ces problèmes en terme de refondation de la nation, de redynamisation de notre économie, de recapitalisation des nos forces productives, de mettre en relation Etat-société, il faut remettre en questions les accords internationaux, APE et OMC en tête. Il faut aussi questionner les récents accords avec les Etats-Unis issus des lois Hope I et II.

Le moratoire doit nous permettre d'envisager notre avenir autour de certaines questions comme « ce que nous voulons », « comment y arriver » et « quels types de partenariat et de solidarité peuvent nous servir dans nos actions ». Il ne faut pas négocier dans l'intérêt de la communauté internationale mais il faut négocier pour nos intérêts. Aller vers des mécanismes de solidarité qui tendent à respecter la volonté du peuple haïtien à l'image de ceux que nous établissons avec le Venezuela et Cuba.

entretien accordé à Sophie Perchellet du CADTM - France

www.cadtm.org/Haiti-Interview-de-Ricot-Jean



Colombie. Accusations contre le processus de paix

Le 13 avril dernier, le procureur général de la Nation de Colombie s'est attaqué à la sénatrice Piedad Córdoba avec des accusations absurdes et sans fondements, alors qu'elle se trouvait hors de son pays et réalisait en Europe une tournée européenne pour la Paix en Colombie et pour l'Accord Humanitaire (EUROPAZ2010), en recherche de soutiens pour promouvoir la paix et une solution non militaire au conflit armé en Colombie. Tout ceci, à peine quelques jours après avoir encadré, en tant que médiatrice, la libération de nouveaux soldats détenus par les FARC.

Le gouvernement Uribe, à travers son ministère public, utilise à nouveau l'inépuisable ordinateur de Raúl Reyes, pour présenter des soi-disant preuves de liens entre la sénatrice Córdoba et les FARC qui n'ont rien à voir avec la gestion humanitaire qu'elle a mis en oeuvre pour libérer les détenus. C'est le même système de chasse aux sorcières qu'il a employé contre tout mouvement, organisation ou personne qui tout simplement, s'oppose à sa politique guerrière.

La défense des droits de l'Homme en Colombie, la recherche d'une Paix juste et l'opposition au gouvernement Uribe deviennent ainsi, à cause des agissements des services secrets du DAS, un exercice à haut risque pour ceux dont c'est le travail quotidien. Un communiqué de soutien avec Piedad Córdoba a été publié en ligne : <http://apoyoapiedadcordoba.com/index-fr.html>

Le voici :

Face aux accusations injustes et fausses portées par le Procureur Général de la Nation de Colombie contre la militante pour la Paix, les Droits de l'Homme, l'Accord Humanitaire et une solution non militaire au conflit colombien.

Nous, personnes et organisations sous-signées, rejetons les accusations formulées le 13 avril 2010 par le Procureur Général de Colombie contre la sénatrice PIEDAD CORDOBA RUIZ selon lesquelles la sénatrice aurait fait l'apologie des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) et maintiendrait des liens avec cette organisation, au-delà de ce qui pourrait être considéré raisonnable et nécessaire pour gérer la médiation avec ce groupe armé en vue de la libération de plusieurs militaires détenus.

Ces accusations, qui ont pour but d'immobiliser et de gêner l'action des organisations militantes pour la Paix en Colombie comme celle que représente la sénatrice Piedad Córdoba, ont lieu dans le cadre d'un plan élaboré au préalable par le DAS (département administratif de Sécurité) de Colombie, qui inclut tout type de pressions, extorsions, menaces en direction de toute opposition au Gouvernement et à sa politique guerrière. A ce titre, il n'existe aucun doute sur la relation entre cette accusation contre Piedad Córdoba et le scandale dit des « Ecoutes » du DAS perpétrées contre des magistrats, des journalistes et des opposants politiques colombiens.

Il s'agit d'accusations infondées et absurdes puisque le procureur obtient des preuves se basant sur les informations contenues dans les ordinateurs que le Gouvernement a soit disant récupéré après le bombardement illégal perpétré contre l'Equateur le 1er mars 2008, sous prétexte de démanteler un campement temporaire des FARC. Selon les rapports d'INTERPOL, l'accès aux données de ces ordinateurs n'a pas respecté les principes reconnus internationalement pour le

traitement des preuves électroniques par des organismes chargés de l'application de la loi. C'est -à-dire qu'au cours du traitement des ordinateurs et des disques durs, la chaîne de sécurité de l'information a été rompue. Le gouvernement Uribe a déjà utilisé ce stratagème pour poursuivre et réprimer de nombreux opposants dont Jorge Robledo, Gloria Inés Ramirez et le conseiller Jaime Caycedo (tous trois, membres du pôle démocratique).



La sénatrice Piedad Córdoba vient de terminer la première partie de la Tournée Européenne pour la Paix en Colombie et l'Accord Humanitaire, EUROPAZ2010, qui bénéficie d'un énorme soutien social international, alors que les attentes en matière de recherche d'appuis pour la cause de la Paix en Colombie se voient largement satisfaites. C'est pourquoi les accusations contre Piedad Córdoba, aussi dures et absurdes qu'elles paraissent, ne parviendront pas à ce que la sénatrice renonce à la cause juste de la lutte pour la paix, ni à réduire d'un iota l'appui dont elle bénéficie auprès de centaines d'organisations sociales de tous les peuples d'Europe ; elles contribueront au contraire à l'augmenter. Nous soutenons avec détermination la lutte de cette sénatrice et son organisation, Colombiennes et Colombiens pour la Paix, en défense de la Paix, l'Accord Humanitaire et la solution non militaire au conflit que vit la Colombie. En faveur de la paix et de la justice pour le peuple colombien, nous rejetons les accusations injustement formulées par le Procureur général de la Colombie et nous exigeons qu'elles soient immédiatement retirées.

Avec Piedad Córdoba, avec l'organisation Colombiennes et Colombiens pour la paix et avec les organisations et les personnes qui en Colombie et dans le monde luttent pour la paix, l'accord humanitaire et une solution juste et non militaire au conflit armé en Colombie, nous persévérons dans notre soutien et nous adhérons au présent communiqué.

Signatures et adhésions à envoyer à :

firma@apoyoapiedadcordoba.com

<http://www.apoyoapiedadcordoba.net>



Brève : Le putschiste Lobo ne viendra pas à Madrid...

Lula, président du Brésil, a manifesté son intention d'annuler la participation du Brésil au sommet de l'Union européenne-Amérique latine-Caraïbe, en mai à Madrid pour motif de la présence du Porfirio Lobo, le président putschiste du Honduras. Suite à diverses pressions et à la mobilisation de nombreux mouvements sociaux latino-américains et européens, Lobo s'est finalement désisté... Une « crapule » de moins à Madrid, en somme...

AGENDA

Sommet des peuples Madrid – Enlazando alternativas / 14 au 18 mai en Espagne

Une importante délégation du NPA sera présente

Site et programme : <http://www.enlazandoalternativas.org/>

A suivre en espagnol sur Rebellion.org : <http://www.rebellion.org/apartado.php?id=343>

Marseille: réunion publique dans le cadre d'Enlazando Alternativas: **conférence débat sur les droits des peuples indigènes en Amazonie péruvienne** avec Saúl Puerta, dirigeant de l'Aideseq et Roger Rumrill, chercheur péruvien. Vendredi 21 mai, 19h à l'Equitable café cours Julien

Montpellier, 10 au 22 mai 2010 : **Quinzaine "Peuples et cultures latino-américains"** avec notamment une conférence-débat de Franck Gaudichaud sur « Processus démocratiques latino-américains : risques et perspectives » (samedi 22 mai, 19h) : <http://collectif-alba.blogspot.com/>



Université d'été du NPA ! 25 au 28 août : Cette année encore nous traiterons de sujets directement en rapport avec l'actualité et nous ferons une grande place à l'actualité internationale, avec de nombreux invité-e-s étranger-ère-s. L'Amérique latine et ses luttes seront présentes, avec notamment une table-ronde et des interventions dans plusieurs ateliers. Inscriptions et plaquette : <http://www.npa2009.org/sites/default/files/Plaquette%20UE%202010.pdf>

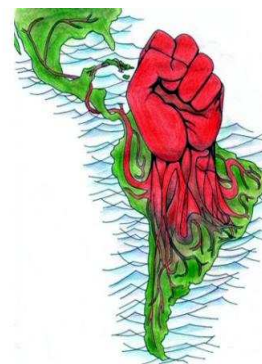
Elections en Amérique latine

Brésil : octobre – présidentielles, législatives fédérales et des états, sénatoriales.

Paraguay : novembre – municipales

Uruguay : mai – municipales

Venezuela : septembre – législatives



VISITEZ NOTRE BLOG

« Amériques latines en lutte »

<http://ameriquelatineenlutte.blogspot.com>

Pour nous contacter ou recevoir les prochains bulletins : ameriqueslatinesenlutte@gmail.com
2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil – Tél.: 06 06 75 11 09 / www.npa2009.org